

appareil politique qu'au sein du complexe militaro-industriel (Cf. la démission de Chevènement, Sinistre des armées à l'époque).

19 – R. d'Este *op. cit.*

20 – Supplément n° 3 au n° 3 de *Temps critiques* déjà cité.

21 – A. Badiou, *Le Monde*, avril 99.

22 – A. Brossat et allii, *Libération* du 22/04/99.

23 – Supplément n° 2 au n° 3 de *Temps critiques* : « Non à la guerre, non aux recettes ».

TEMPS CRITIQUES

DE LA VALEUR SANS LE TRAVAIL À LA GUERRE SANS SOLDATS



Supplément au numéro 11

Septembre 1999

NOTES

<http://tempscritiques.free.fr/>

<http://blog.tempscritiques.net/>

1 – Sur cette notion, cf. *Temps critiques* n° 9.

2 – C'est cette autonomie que Machiavel voulait justement promouvoir, à travers *Le Prince*, jetant ainsi les bases théoriques du futur pouvoir bourgeois.

3 – C'est comme cela que J. Marc Lévy-Leblond définit le processus de développement de la technoscience.

4 – Ne pas confondre Philippe Guillaume, animateur important des débuts de *Socialisme ou Barbarie* (cf. ses articles sur la guerre dans les n° 3 et 4) avec Pierre Guillaume qui fit un passage peu marquant à la fin de « SoB » pour devenir malheureusement un disciple des négationnistes.

5 – Cl. Lefort, *Les formes de l'Histoire*, Ed. Gallimard.

6 – *Temps critiques* n° 3.

7 – Cf. la suspension récente de la directrice d'école primaire qui l'a fait chanter devant un monument aux morts.

8 – Que peut-on attendre d'ailleurs d'un pays fondé sur l'extermination et le parage des peuples indiens autochtones, l'exploitation des esclaves noirs et qui aujourd'hui, sans aucune honte, car c'est un pays qui n'a pas de conscience historique donc pas de mémoire, appelle ses hélicoptères « Apaches » et ses missiles « Tomahawk » ? Un tel pays peut à la rigueur avoir une morale, mais il ne peut avoir aucun sens éthique.

9 – Ce phénomène a été bien perçu par Bordiga dès les années 50/60.

10 – La mauvaise foi ne les étouffe pas puisqu'ils accusent les Japonais de gonfler leur bulle financière alors que ce sont eux-mêmes qui ont imposé la hausse du Yen dans les années 80, afin de limiter leur déficit commercial avec le Japon.

11 – Cf. mon article du même nom paru dans la revue *Lignes*, n° 31 de Mai 1997.

12 – On trouve cette position clairement affirmée dans l'article d'A. Bonanno : « La lutte antimilitariste », *Temps critiques* n° 3.

13 – Ph. Guillaume, op. cité.

14 – P. Souyri : *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle*, Ed. Payot.

15 – « Le monde du capitalisme monopoliste et impérialiste est un monde qui est constitutivement voué à produire une fragmentation du marché mondial, un recul des échanges internationaux et une division de l'univers en blocs qui tendent à glisser vers l'autarcie et ne peuvent durablement coexister dans la paix ». *op. cit.*, page 63.

16 – Nous expliquons pourquoi dans l'éditorial de notre n° 11.

17 – Supplément n° 3 au n° 3 de *Temps critiques* : « Quelques points décisifs révélés par la dernière guerre », Juin 91.

18 – Pour la guerre du Golfe, la France a négligé sa propre stratégie orientale et son lobby pro-irakien qui occupait pourtant une place de choix aussi bien dans son

faut appuyer l'OTAN et l'UCK ! Définir la politique comme une pratique relevant du possible c'est risquer de tomber dans une Realpolitik, une politique d'État. Bien sûr cela tente de résoudre la contradiction qu'il y a entre la volonté de faire bouger les choses et le peu de poids que nous pesons pour justement les faire bouger dans le sens où nous l'entendons, mais une critique politique (qu'avons-nous d'autre « de possible » à notre disposition ?) ne doit pas se plier au réel mais l'interroger et saisir ce qui produit des événements qui nous tombent toujours un peu dessus et qu'on a du mal à prendre à la racine. Or dans le cas du Kosovo la difficulté est encore bien plus grande que dans le cas de la Bosnie. Il faut distinguer deux niveaux ; d'abord la position de principe qui comme pour la Bosnie peut-être celle de soutenir le maintien d'une communauté d'appartenance au même lieu, comme c'était le cas à Sarajevo et donc d'affirmer une position contre toute partition ou séparation « ethnique », contre toute indépendance bidon de telle ou telle région ; ensuite le niveau de notre action qui a pu s'exprimer (mal) dans le cadre du mouvement anti-guerre du Golfe, mais qui n'a pas trouvé son terrain dans le cas du Kosovo. La seule « action » possible aurait consisté à essayer de rendre visible et donc plus évidente une position de principe qui ne constitue d'ailleurs qu'une position *a minima* puisqu'elle ne porte, en elle-même aucune perspective de dépassement de ce monde.

Une façon de se réapproprier un peu d'initiative sera premièrement d'essayer d'y voir un peu plus clair sur les rapports entre restructuration du système capitaliste et ordre mondial et deuxièmement de ranger au placard aussi bien les slogans pacifistes que ceux sur la guerre sociale. « Non aux slogans, non aux recettes » disions-nous déjà pendant la guerre du Golfe²³, s'il reste quelque chose de juste, c'est bien cela.

Peut-être aussi faut-il dire qu'il ne s'agit pas de ne jamais prendre les armes, au nom d'une quelconque pureté ou non violence absolue, mais qu'il s'agit de ne jamais le faire au profit d'un État, au sein d'une armée et qu'en outre ce n'est pas le terrain que nous choisirons même s'il peut nous être imposé.

Septembre 1999

ACTUALITÉ DE MACHIAVEL ?

Si, pour reprendre Machiavel, le pouvoir doit être défini en l'absence de toute référence à des valeurs morales et s'appuyer sur le risque qui peut forcer les situations et créer l'Histoire, fonder un ordre nouveau, on peut dire alors que l'action menée par l'OTAN dans ce qui reste de la Yougoslavie, fournit l'exemple inverse, d'un coup de force dépourvu d'un réel pouvoir de changer les choses. L'action de l'OTAN et plus précisément l'action des grandes puissances est limitée par la nécessité démocratique de légitimer ce pouvoir d'intervention militaire qui est passé pourtant par-dessus les principes de la légalité onusienne.

Dans un « système de reproduction capitaliste »¹ où l'État a englobé la société civile, il ne peut y avoir d'autonomie du Politique et donc d'initiative adéquate au sens de Machiavel². Cela explique un certain nombre de « mystères » :

– Les États qui font la guerre par OTAN interposée sont contre la guerre et même pourrait-on dire contre toute guerre. En effet, on oublie souvent que hormis la parenthèse Corée-Vietnam, les États-Unis ne rentrent jamais en guerre qu'à reculons : ils attendront 1917 pour la première guerre mondiale et Pearl Harbor pour la seconde !

Quant aux européens, leur histoire démocratique est celle de la non-intervention (Espagne, Munich, Bosnie).

– Les hommes politiques censés décider sont tous de gauche, anciens manifestants contre la guerre du Vietnam (Clinton, Jospin, Solana, Fischer), pour qui, comme le dit Clinton : « la guerre est la moins pire d'une série d'options détestables ».

Ces mêmes dirigeants sont bien incapables, dans leurs politiques intérieures, d'affirmer ne serait-ce que le moindre réformisme social. Leur titre de gloire c'est : déréglementation pour Blair, privatisations pour Jospin, flexibilité du travail pour d'Alema et son ministre maire de Naples dont on s'étonne que le conseiller vienne d'être assassiné ! Leur absence de politique intérieure propre, de « souverainisme » pour parler moderne, n'amène même pas les pays européens à concevoir une stratégie commune et consciente de ses intérêts ; elle les conduit juste à développer une morale de l'humanitaire insufflée par les anciens gauchistes Kouchner, Finkelkraut, Glucksmann, BHL, Fis-

cher et Cohn-Bendit, morale qui se pense différente et supérieure à la morale du sabre et du goupillon des anglo-saxons.

Il n'y a aucune volonté politique claire derrière tout ça. La guerre du Golfe concernait encore une zone utile pour la reproduction globale du système, alors qu'aujourd'hui c'est le règne du n'importe quoi : on laisse crever Sarajevo, mais pas le Kosovo ! Il y en aura bien toujours quelques-uns, parmi les marxistes, pour y trouver une rationalité économique avec l'enjeu du pétrole du Caucase ou de la Caspienne, mais qui le croira vraiment ? Seule l'Angleterre peut-être, garde une vision stratégique, car elle est la seule puissance de culture impériale et impérialiste à conserver une force et une capacité d'intervention militaire, sous parapluie américain toutefois.

Cette absence de vision stratégique s'explique par le fait que les États actuels fonctionnent dans un rapport ambigu avec le complexe militaro-industriel. En tant qu'État gestionnaire et bureaucratie d'experts, l'État fait bien partie de ce complexe militaro-industriel et il participe aux choix et décisions dans la logique arbitraire qui anime ce même système ; mais d'un autre côté, il en est dépendant, il l'entretient et souffre de la faiblesse de sa nature politique pour lui en imposer vraiment. Quand le faire de la technique l'emporte à nouveau sur la connaissance scientifique³, on ne peut que craindre le pire de la part des « maîtres » du monde, même si on sait bien que le réel est têtu et qu'il ne se laissera pas domestiquer comme ça.

Tout est question de rapport de force et ces rapports sont changeants. Pour ne prendre qu'un exemple, édifiant sur cette question, il n'est que de se rapporter au livre de Castoriadis sur l'empire militaro-industriel soviétique (« Devant la guerre ») et le concept de « statocratie ». La fascination de Philippe Guillaume⁴, expert militaire de la revue « Socialisme ou Barbarie », et de Castoriadis pour les développements de la technoscience et son rapport à la puissance et à la guerre leur ont fait surestimer les possibilités d'autonomisation de cette sphère par rapport au fonctionnement d'ensemble du système soviétique et sous-estimer sa crise profonde.

La morale de l'humanitaire est justement l'un des produits de la faiblesse de cette nature politique de l'État.

Pour les Européens il est exclu d'envoyer des troupes au sol et les américains ont la hantise de leur propre nombre de morts. À l'époque

QUE FAIRE ALORS ?

Certains comme Badiou²¹ disent que justement il ne faut rien faire, mais cela reste ambigu car cela ne constitue pas vraiment une position de retrait qui traduirait une impuissance de notre part ou une impuissance individuelle, mais une position qui s'adresse à la France ou à son gouvernement et qui s'oppose à la position officielle, prenant ainsi place dans le champ du pouvoir et de la puissance. Pour Badiou la France ne devrait rien faire mais justement en tant que celle-ci est puissance c'est impossible.

D'autres comme Brossat et alliés²² cherchent ce que serait une position politique sur la question. Assez justement ils énoncent que l'intervention de l'OTAN est venue troubler la posture que constitue la perception indistincte du malheur général du monde et l'absence de force de révolte qu'il en résulterait inéluctablement. On peut supposer qu'ils font là allusion à la dureté que les révolutionnaires professionnels ou les radicaux doivent cultiver afin de se forger la carapace leur permettant de « tenir » et donc de durer au milieu de l'invivable, avec la petite dose de cynisme qui permet un certain détachement et surtout de « se récupérer » par rapport aux principes. Peut-être, mais peut-on n'y opposer qu'une indignation et une compassion certes pleine d'humanité, et il en faut pour tendre vers ce qui serait la communauté humaine ? Et surtout doit-on diriger cette indignation vers ceux (OTAN et grandes puissances) qui sont à l'origine des désastres du monde et qui ne s'attaquent jamais vraiment aux petits histrions qui les copient sans jamais les égaler en puissance et en horreur ? En filigrane il y a aussi l'idée que ce qui se passe au Kosovo est un exemple de manifestation du « bio-politique », forme de gouvernance qui permet d'agir sur les corps des citoyens et à plus forte raison sur « le corps de l'ennemi », pour reprendre le titre du dernier livre de Brossat. Il y voit un des caractères du fascisme des années 30 et une tendance à l'œuvre, depuis peu, dans les démocraties modernes. Comme finalement ce qui est important c'est de sauver les démocraties de ce danger, il choisit son camp ce qui explique sa position interventionniste.

Il y a plus grave quand Brossat définit le politique comme étant le domaine du possible ; or si le possible c'est arrêter Milosevic, alors il

d'hommes nécessaire à son fonctionnement tout en augmentant l'exigence de qualification militaire et scientifique de ceux qui demeurent, invalide les modèles historiques du retournement de la guerre impérialiste ou nationaliste en guerre révolutionnaire.

À la valeur sans le travail correspond la guerre sans militaires. De la même façon que les individus perçoivent leurs forces sociales comme extérieures à eux dans la puissance du capital et l'inessentialisation de leur force de travail, ils ne maîtrisent pas les armes de la guerre, ce qui leur permettrait de les utiliser contre leurs oppresseurs. Les armes sont plus que jamais celles de la puissance des États et des complexes militaro-industriels et les individus ne les voient que comme les instruments lointains d'une guerre un peu spéciale.

Déjà, durant la guerre du Golfe, le mouvement contre la guerre a buté sur ces nouvelles conditions. Pacifisme et appels à la désertion tombent complètement à plat quand d'une part ils ne peuvent s'adresser qu'à des militaires professionnels comme dans le cas du Golfe ou à des milices et de la soldatesque « ethnicisée » comme dans le cas du Kosovo et que d'autre part les populations des pays dominateurs ne se sentent pas directement concernées. En l'occurrence ce n'est pas la grande radicalité supposée de nos slogans qui nous isole face à des individus qui seraient vraiment trop bêtes ou trop aliénés pour les comprendre et les reprendre, mais le grand décalage qu'il peut y avoir entre cette radicalité affichée et l'effet dérisoire produit sur le réel.

Ce qui domine donc se sont les discours d'intellectuels dans les médias, discours qui ne correspondent pas vraiment à un engagement politique du type de l'appel des 121, un engagement à risque donc pour ceux qui le prennent : risque professionnel et physique, risque aussi de se tromper comme se trompa si souvent Sartre et comme se trompe au moins aussi souvent Régis Debray, mais des discours qui ne correspondent qu'à des postures intellectuelles qu'on décline à tour de rôle et en se répondant jusqu'à ce que tout ça s'annule par effet de répétition et manque de percussive critique. Ces discours ne font que monopoliser une sorte de parole publique au sens que l'on donnait au terme « d'opinion publique » au XVIII^e siècle, c'est-à-dire d'une opinion digne d'être rendue publique parce qu'elle provient de spécialistes de la parole.

de la fin des armées de conscription, on assiste au paradoxe du développement d'armées professionnelles dont le métier ne serait justement plus de faire la guerre mais de l'empêcher. Les armées modernes ne se battraient donc plus entre elles, mais uniquement contre des objectifs stratégiques avec bavures collatérales.

Comme le dit Cl. Lefort⁵, si Machiavel est encore actuel, c'est qu'il détruit les artifices de l'idéalisme pour affronter une société qui ne connaît plus de hiérarchies naturelles, dont le pouvoir est sans légitimité transcendante, au sein d'une Histoire sans finalité. L'humanitaire n'est alors rien d'autre qu'un humanisme par la violence que déjà Machiavel cherchait à promouvoir au profit du Prince, mais qui dans les régimes démocratiques n'assume pas sa part de violence. On ne parlera donc pas de guerre, mais de « gestion de la crise », d'autant que certains pays intervenants, comme l'Italie, n'ont pas constitutionnellement le droit de faire la guerre, sauf conditions exceptionnelles non réunies ici. On parlera par contre de « criminels de guerre » afin de déconsidérer l'ennemi, sans d'ailleurs attendre l'issue de la guerre, puisque ce n'est pas une guerre et qu'il ne peut donc pas y avoir un jugement de vainqueur, toujours soumis à caution, mais seulement un jugement juste, un jugement humain.

Comme le disait déjà Riccardo d'Este⁶, le terme de « crime de guerre » est aussi là pour effacer le fait que la guerre soit elle-même un crime contre l'humanité. C'est aussi pour cela qu'on continue de faire chanter : « qu'un sang impur abreuve nos sillons », alors qu'il est toujours interdit de faire chanter « Le déserteur » de Boris Vian⁷.

La criminalisation de l'adversaire est aussi le signe de l'absence de vision politique, de réelle stratégie, d'inscription et de compréhension historiques⁸.

L'ORDRE MONDIAL INTROUVABLE.

Au-delà de la situation en ex-Yougoslavie, ce qui est en jeu pour les États-Unis et à un degré moindre pour les autres puissances, ce n'est pas la défense de valeurs (même s'ils croient bien à des valeurs !), c'est la production d'un nouvel ordre mondial jamais vraiment réalisé depuis l'écroulement de la politique des blocs.

Le champ d'action concerne tous les domaines : économique, politique, militaire, diplomatique-économique (un nouveau domaine !),

mais sans que s'établisse une véritable synthèse correspondant à une nouvelle *Weltanschauung*. Les nouveaux dirigeants du monde et autres grands manipulateurs de symboles manquent singulièrement de vision à long terme. Cela ne les empêche pas d'avoir un imaginaire primaire de dominants : le monde serait un gigantesque Monopoly, le Pentagone siège sur l'Olympe et c'est à qui jouera à l'apprenti sorcier avec les moyens mis à disposition par le complexe militaro-industriel.

Il y a une étrange coïncidence entre l'extension récente de l'OTAN à la Mitteleuropa (intégration de trois nouveaux pays de l'ancien bloc de l'Est à la veille de l'intervention), qui elle-même fait suite à un début d'intégration de ces pays au « système de marché », et le conflit en ex-Yougoslavie qui aboutit à couper justement cette Mitteleuropa de façon à tracer une nouvelle frontière ou plutôt un nouveau mur à l'Est, un nouveau bouclier devant la Russie, ou au moins une zone tampon. Si cette hypothèse est fondée, alors une force serbe (« la grande Serbie ») devient un avant-poste inacceptable de la Russie et d'un néo-slavisme conquérant. Au sein de ce dispositif, l'Allemagne nouvelle joue un rôle de premier plan : elle a favorisé l'éclatement de la Yougoslavie par sa reconnaissance empressée de l'indépendance slovène puis croate, retrouvant ainsi ses marches orientales historiques ; elle se dit aussi prête à envoyer des troupes au sol dans le cadre d'un consensus national époustouflant au sein duquel on voit les « Grünen », pourtant principal opposant à la réunification de l'Allemagne et à la résurgence de sa puissance militaire, expression politique des courants pacifistes, être les plus vifs partisans de l'intervention sur un sol terriblement marqué par les exactions historiques de l'armée vert-de-gris envers les « untermenschen » slaves.

La nouvelle « diplomatie militaire » américaine tient compte aujourd'hui de la possibilité d'un danger provenant d'une puissance qu'elle ne connaît pas encore exactement mais qui pourrait se constituer en successeur de l'URSS dans le cadre d'une nouvelle bipolarisation du monde. Cette analyse est à la fois différente de celle de la période de la guerre froide où malgré la guéguerre entre services secrets tout était à peu près prévisible, à part les coups de bluff à la Khrouchtchev, et aussi différente de celle développée au moment de

ries des barbares et l'aspect professionnel des interventions est indispensable à la légitimation de l'opération et au dégagement d'une opinion publique favorable ou au minimum neutre. C'est là qu'interviennent les médias même s'ils doivent faire attention à ne pas se dis-créditer.

Cette guerre abstraite ou plutôt cette abstraction qu'est devenue la guerre trouve sa mesure dans sa dimension technologique, dimension commune à toutes les activités d'aujourd'hui et qui développe partout la même passivité, que ce soit dans le travail ou dans la consommation. Comme l'économie semble s'imposer au social et au politique, la technoscience semble l'emporter sur le domaine strictement militaire. Ainsi, dans l'intervention en ex-Yougoslavie, il apparaît qu'une des raisons de non-intervention au sol est la prédominance au sein de l'armée américaine, des options de l'armée de l'air qui sont justement celles qui reposent le plus sur l'idée de guerre technologique sans hommes ou presque. Il s'agit aussi de tester in vivo, l'efficacité du matériel et on peut dire qu'à ce niveau la guerre du Golfe a joué le rôle de révélateur. Les USA se sont aperçus d'une certaine dépendance vis-à-vis de la technologie japonaise des composants, pourtant nécessaire au téléguidage des armes de longue portée ; et la France du non-fonctionnement de son avion pilote !

Déjà en 1991²⁰ nous écrivions que société capitalisée et guerre classique sont complètement antinomiques car cette société est devenue celle du calcul, celle où le principe de vie est érigé en absolu et remplace la vie même : « Plutôt rouges que morts disaient déjà les jeunes alternatifs allemands des années 70/80 », « Pas un mort américain dit aujourd'hui Clinton ». Aucun gouvernement occidental et démocratiquement élu ne peut aller contre cette nouvelle forme de désertion civique et on comprend mieux les raisons de la suppression des armées de conscription. En France les socialistes au pouvoir ont jeté Jaurès et son armée du peuple aux oubliettes et ils ont promis-juré de n'envoyer aucun soldat du contingent (il en reste encore provisoirement) dans le Golfe et se sont prononcés contre l'intervention au sol au Kosovo.

Il ne s'agit pas bien sûr de regretter le bon vieux temps de la vraie guerre virile entre hommes, entre militaires, mais la guerre toujours plus moderne, la guerre « néo-moderne » en réduisant le nombre

Ce qui était déjà en gestation au moment de la guerre du Golfe apparaît plus nettement aujourd'hui au Kosovo. Nulle volonté de dominer politiquement ou militairement cette région ; aucun intérêt vital, pour les grandes puissances, ne justifie cette intervention, ses folles dépenses et les risques d'embrasement de la région encourus. Dans une situation par bien des côtés dramatique, les ONG ont tiré la sonnette d'alarme, mais cette fois l'étape onusienne, assez inefficace en Bosnie, a été sautée. C'est d'ailleurs un saut qualitatif : une situation estimée d'urgence par les grandes puissances peut maintenant conduire à des interventions en dehors du droit international comme si un droit humanitaire venait se superposer et dominer un droit inter-étatique et politique. Il n'est pas dans nos habitudes de reprocher aux dominants de ne pas respecter leur propre droit, mais il faut remarquer que cette nouvelle théorie de l'humanitaire vise à légitimer un nouveau mode d'intervention des grandes puissances contre les petits pays et à faire passer dans l'opinion l'idée rassurante mais O combien fautive que les États et leurs gouvernants ne sont pas au-dessus des lois, des vraies Lois, celle du Dieu Humanité.

Le fait d'avoir distingué trois niveaux d'intervention dans l'humanitaire ne signifie pas que ces niveaux sont étanches et que les trois groupes d'intervention représentent forcément ou tout le temps des visions différentes de la question humanitaire. Le cas Kouchner nous en fournit un exemple très actuel. Il débute sa carrière par un peu de maoïsme parisien, ce qui est assez bien porté à l'époque, puis grimpe ONG médicale, décolle ministre militaro-humanitaire pendant l'intervention au Kosovo et il atterrit finalement Grand administrateur du Kosovo, comme jadis la Rome nommait ses pro-consuls. Sans commentaire !

Si tuer pour la patrie ou des idéologies implique passion et barbarie (on dira « bavures » et maintenant « dommages collatéraux » en Occident), tuer pour les droits de l'homme implique maîtrise de soi, intervention propre ou « chirurgicale » et on sait que la chirurgie a fait de gros progrès (comme la technologie militaire !), à la place des pratiques traditionnelles de la « sale guerre », donc cela implique la distance et non le contact direct et physique avec l'ennemi. Les nouvelles guerres menées par les puissances dominantes ne se font pas contre les individus mais en dehors d'eux. Le contraste entre les tue-

la guerre du Golfe et qui exprimait une politique de « containment » vis-à-vis de petites puissances régionales arrogantes ou « fanatiques ». Il y a aussi une volonté de prévenir la reconstitution d'une puissance militaire russe que les « experts » américains entrevoient pour dans 20 ans ! Cette prévision est sans doute le fruit d'un atavisme anti-russe, mais on peut y voir aussi la crainte d'un pan-slavisme rétif au capitalisme, vieux d'un siècle mais réactivé par la tournure national-bolchévique que prend la désovietisation dans la zone Est et Sud-Est des Balkans et de l'aire slave.

Ce qui se développe en effet là-bas sur les ruines de l'empire soviétique, ce n'est pas une transition vers l'économie de marché mais un chaos généralisé dans lequel circulent peut-être des marchandises et des flux financiers, mais contrôlés par des anciens bureaucrates et nouveaux mafieux. À cet égard la situation de la Russie et de la région est tout à fait différente de celle de la Chine. Autant la Chine semble promise à une intégration au marché mondial, y compris sous direction « communiste »⁹, ce qui limiterait ainsi les risques d'explosion sociale produite par ce qui autrement ne pourrait être qu'une nouvelle forme de capitalisme sauvage, autant la question russe et la question slave s'avèrent récurrentes.

Malgré la révolution russe, l'industrialisation stalinienne forcée, les résistances communautaires et religieuses restent fortes. Bien sûr le Mir russe n'existe plus mais les bases rurales du populisme russe n'ont pas toutes été détruites du fait du caractère ambivalent des kolkhozes. Les questions que Marx posait à la fin de sa vie à Véra Zassoulitch restent actuelles, à savoir : est-ce que la Russie a besoin de passer par la phase bourgeoise et capitaliste ou bien peut-elle en s'appuyant sur des références communautaires et communistes (même frelatées), avancer plus directement et rapidement vers la communauté humaine ? On ne peut évidemment répondre immédiatement à cette question mais ce qui est sûr c'est que les offensives mafieuses actuelles pour contrôler la situation d'un point de vue russe sont un obstacle à la greffe pure et simple du capitalisme dans la région (sans parler des nombreuses guerres locales à dimension nationale et plus ou moins religieuse, fortement influencées par des réseaux fondamentalistes musulmans).

Ce qu'il y a de sûr aussi, c'est que les États-Unis sont contre toute intégration politique de la Russie à un bloc européen qui ferait alors contre poids à sa puissance et qui permettrait à l'Europe de se dégager du parapluie atomique américain. S'il y a donc des enjeux évidents, il y en a aussi de plus souterrains. Les Américains ne doivent pas seulement montrer sans cesse leur puissance aux européens, ils doivent aussi la montrer au Japon, pays démilitarisé et occupé mais dont la menace est ressentie de façon diffuse aux États-Unis : menace technologique d'abord ; menace dans la conquête des marchés ensuite ; enfin, dans la prétention à constituer un contre modèle. En effet, le Japon a influencé le néo-mercantilisme d'État des « dragons » et autres « tigres » asiatiques. Il a même été jusqu'à proposer, au moment de la crise financière en Corée du Sud, un projet de fonds monétaire asiatique afin de sortir des banqueroutes à répétition. Les États-Unis ont réussi (mais pour combien de temps ?) à imposer leur politique libérale et leurs restructurations déstabilisatrices, en échange du financement du FMI. Pour les Américains et la majorité des économistes « sous influence », la crise asiatique récente signifie la fin de l'exception japonaise, la fin d'une alternative interne au modèle capitaliste dominant. Ils y voient un coin enfoncé dans la résistance japonaise à l'unification du modèle dominant, une nouvelle victoire des thèses néo-classiques¹⁰.

À l'inverse pour les économistes japonais « indépendants », la crise actuelle n'est pas une crise du capitalisme japonais mais une crise mondiale du capitalisme et particulièrement du système financier international au service des États-Unis via le statut particulier et inique du dollar dans ce système. Le ministre de la Justice japonais a d'ailleurs du démissionner début 1999 pour avoir défini et critiqué le libéralisme américain en ces termes : « un peu de libre échange et des bombes A et des missiles pour les récalcitrants ». Il semble aussi impensable que le Japon accepte encore longtemps des bases américaines sur son territoire alors que de son côté l'armée allemande fait à nouveau entendre son pas de l'oie.

l'action des États-Unis, elle n'est pas à proprement parler impérialiste, mais leurs intérêts coïncident avec la mondialisation du système capitaliste et son unification. Aujourd'hui, un modèle unique de développement à l'américaine s'impose bien davantage par les biais économiques et culturels que par la force militaire.

ALORS DANS CE CAS COMMENT EXPLIQUER LE GOLFE ET LE KOSOVO ?

La guerre implique une certaine égalité entre les forces en présence, sinon on a juste une « pacification » (la France au début du conflit algérien, les États-Unis au début de la guerre du Vietnam), ou une opération de police (les États-Unis contre Noriega au Panama), opération de police qui peut être maquillée en guerre pour des raisons politiques ; ainsi, la propagande occidentale a réussi à faire de l'armée irakienne un véritable épouvantail, « la quatrième armée du monde » !, entraînant des réactions de panique en Israël et ailleurs permettant de faire monter la pression et validant d'autant mieux une guerre totale. Or cette même armée s'était montrée incapable de venir à bout de l'armée de bras nus iranienne.

Il s'agissait bien d'une simple opération de police, gonflée pour les besoins de la cause¹⁹.

Pour ce qui est de l'ex-Yougoslavie, les choses se sont décantées progressivement. C'est tout d'abord l'absence d'intervention en Bosnie qui a prononcé la faillite complète d'une union politique européenne à la remorque des stratégies antédiluviennes de l'Allemagne (l'ancien « espace vital » devenant nouvel espace économique) et de la France (traditionnelle politique pro-serbe comme elle avait une politique pro-arabe) et l'indifférence de plus en plus grande des Américains pour ce qui ne les touche pas de près. Le terrain a donc été laissé aux ONG, ce qui marque le passage de témoin entre militaire et social sur fond de faiblesse politique. Le social, au niveau international a pour nom l'humanitaire et ce sont ces ONG qui sont chargées de gérer la misère au quotidien avec l'aide parfois des soldats de l'ONU, dans le cadre des tâches de maintien de l'ordre. La guerre « humanitaire » ne représente donc qu'une solution de dernier recours.

Pierre Souyri, autre ancien de « Socialisme ou Barbarie » (sous le pseudonyme de Pierre Brune) a critiqué cette position dès le début des années 80¹⁴. La théorie du capitalisme monopoliste qui repose sur une délimitation territoriale (théorie du capitalisme monopolistique d'État) serait invalidée à la fois par les buts spécifiques des puissances fascistes de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale (constituer des empires économiques et politiques de niveau mondial) et par l'évolution générale d'un système capitaliste de plus en plus global. Souyri analyse très bien comment le fonctionnement du capitalisme monopoliste d'État dans les années 30 a conduit à la guerre¹⁵ et puis comment il s'est réorganisé sur d'autres bases à partir des années 50-60 (CEE, AELE) avec un développement intense des échanges entre pays dominants et non plus essentiellement sur la base des anciens échanges impérialistes ou néo-colonialistes. Cette transformation ne s'est pas accompagnée de l'avènement d'un super-impérialisme américain¹⁶. L'Europe et le Japon ont continué à développer leurs propres atouts, y compris en profitant de la manne du plan Marshall et des transferts de technologie de la part des FMN américaines. C'est ce qui explique sans doute qu'aucun véritable anti-américanisme ne s'est développé dans ces pays, sauf peut-être pendant la période de la guerre du Vietnam.

Sur cette base déjà très internationalisée, avec des pays du bloc socialiste de plus en plus pénétrés par les capitaux des puissances de l'Ouest (Pologne, Hongrie, Roumanie), la question d'un nouveau partage du monde et la perspective d'une guerre prochaine s'évanouissait.

Cette analyse n'est pas très éloignée de celle que nous produisons au moment de la guerre du Golfe¹⁷. Pour les puissances dominantes, les guerres ne se mènent plus à partir d'une vision territoriale de la nationalité. Il n'y a plus de territoire à défendre contre un ennemi extérieur depuis la chute de l'URSS (c'était déjà vrai avant, mais il est toujours bon pour les dominants d'agiter l'idée d'une grave menace potentielle), d'autant que l'universalité des capitaux et la libre circulation des marchandises ont violé « l'intégrité nationale ». Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus d'intérêt national ou régional mais ils s'inscrivent immédiatement dans une logique mondiale qui en inspire le cadre, même si elle n'en détermine pas les détails¹⁸. Quant à

QU'EST-CE QUE LA GUERRE ET QUELLE POSITION POLITIQUE PEUT-ON ADOPTER ?

Tout d'abord on peut remarquer que la première partie de la question n'est presque jamais posée. Dans les polémiques qui fleurissent actuellement autour de l'intervention « humanitaire », nos grands intellectuels ont des principes, des positions, des postures, mais pas d'idée claire sur ce qu'est vraiment la guerre, sur ce qu'est cette guerre. On ne se le demande pas parce que tout le monde croit savoir ce que ça signifie en fonction d'a priori mal identifiés. Ce n'est donc pas un hasard si, en cette époque de « minimalisme politique »¹¹, ceux qui signent n'importe quoi se retrouvent avec n'importe qui. Même les vieux briscards de « Lutte ouvrière », ne se rendant pas compte que *the times are changing*, se réveillent anti-américains et quasiment proserbes pour se rendormir dans le lit de la « LCR » avec des rêves anti-OTAN et pro-UCK.

Quant aux libertaires et aux courants ultra-gauche, ils ont toujours été très mal à l'aise face à la guerre. La guerre de 1914-18 a discrédité une part du mouvement anarchiste par son appel à soutenir les démocraties ; les critiques ultra-gauche de groupes comme « Bilan » vis-à-vis d'une révolution espagnole qui ne sera bien vite plus considérée que comme une guerre entre démocratie et fascisme, sont restées largement incomprises ; enfin un soutien même critique aux guerres de libération nationale n'a pas éclairci les choses.

D'autres courants radicaux ont avancé l'idée qu'il est très difficile de faire la différence entre l'état de paix et l'état de guerre vu que le capitalisme tue tous les jours des travailleurs et que la domination de l'État lui impose une guerre permanente contre ses ennemis du dehors comme de l'intérieur¹². C'est alors par la guerre sociale, la guerre de classe qu'il faut répondre. Cette analyse est juste mais elle pose problème. Elle empêche de penser la guerre comme un moment spécifique et nous désarme justement dans ce moment, car la logique de guerre semble alors s'imposer comme un prolongement et une radicalisation de la crise politique. Cela revient d'ailleurs, plus ou moins, à entériner la phrase célèbre de Clausewitz sur la guerre qui ne serait qu'une continuation de la politique mais par d'autres moyens et donc à accepter ses implications cyniques ; ensuite elle ne précise pas les

contours de ce qu'est une guerre sociale et en quoi elle se distingue de la guerre tout court. C'est d'autant plus dommage que les exemples historiques mêlent étroitement guerre impérialiste et guerre de classes (Russie 1917, Espagne 1936), les léninistes ayant même théorisé le retournement de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, d'où aussi le rapport très ambigu et le plus souvent méprisant qu'entretiennent les révolutionnaires auto-proclamés avec les divers mouvements pacifistes souvent accusés de défendre la paix sociale. Pourtant le slogan le plus acceptable pendant la guerre du Golfe a sûrement été « Guerre à la guerre » et on ne voit pas bien en quoi il tirait vers la béatitude pacifiste. « Quelle connerie la paix sociale » est ainsi devenue la réponse radicale au « Quelle connerie la guerre » de Prévert, annexé par le PCF. Certains ont aussi appelé à la formation de comités de mutins contre la guerre, jeu de mot osé de la part d'individus qui, pour la plupart n'ont pas fait de service militaire. De même signaient-ils parfois : « Coordination des ennemis de l'intérieur », formule pour le moins immodeste d'individus confondant posture radicale et attaque contre l'État. Lequel État ne s'y est d'ailleurs pas trompé et n'a fait fusiller personne !

De la même façon que les courants plus traditionnels du marxisme perçoivent la guerre comme une continuation de la concurrence économique, mais par d'autres moyens, ces positions radicales en arrivent à escamoter ce que peuvent représenter de nouveau des guerres comme celle du Golfe et surtout celle menée en ex-Yougoslavie. Or depuis la fin de l'antagonisme Est/Ouest, c'est la guerre sous la forme de guerre civile qui triomphe, même si les médias ont tendance à nous imposer le terme de guerre ethnique qui est plus parlant mais qui est souvent réducteur ou franchement inadapté, par exemple dans le cas de la situation dans les Balkans. Ce qui peut définir la guerre civile, c'est qu'elle oppose des voisins qui tout à coup deviennent des ennemis, comme l'a montré l'exemple de la Bosnie dans laquelle les trois communautés présentes cohabitaient et même se mélangeaient progressivement sous les effets de l'urbanisation et de l'individualisation (Sarajevo). C'est une guerre de tous contre tous qui a pour scène la « société civile » et dont la violence s'affranchit de toute légitimité idéologique ou politique, de toute humanité puisque l'ennemi n'est pas vraiment un humain. Le marquage pré-humaniste des corps

redevient le mode de traitement des conflits entre ennemis : le sang doit couler, le sperme doit souiller. La célèbre formule de l'hymne de la Révolution française : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » semble animer les exactions des hordes déchaînées.

Si toute guerre civile n'est pas une guerre sociale, la guerre sociale a revêtu historiquement la forme de la guerre civile, par exemple en Russie et en Espagne. On a vu souvent des « révolutionnaires » se réclamer de la guerre civile comme cet actuel directeur de *Libération* et son acolyte aujourd'hui conseiller du Ministre de l'Éducation Nationale qui nous annoncèrent après Mai 68, que nous allions gaiement « Vers la guerre civile » ou encore, au moment de la guerre du Golfe, nombre de « radicaux » distribuant force tracts pour nous inviter à la seule guerre qui vaille la peine : la guerre civile (assimilée sans problème à la guerre sociale !). Perspective dont on ne s'étonnera pas qu'elle n'attire pas les foules ! Un seul exemple, le collectif ACS titrant : « Welcome to Verdun » et concluant par : « A bas la guerre ; contre la guerre, la notre ! ».

Des pages et des pages ont été écrites sur les raisons de la défaite de la révolution espagnole, mais une est la moins citée qui paraît pourtant la première même si ce n'est pas la seule : le fait qu'elle ait été justement une guerre civile dans laquelle la violence des affrontements physiques et symboliques l'a souvent emporté sur la violence des transformations sociales et économiques. Camillo Berneri a insisté sur ce point, mais des faits précis nous montrent que même Durruti y était sensible.

Dans les années 50, les courants critiques conçoivent déjà le monde comme totalement dominé par le capital, qu'il soit d'origine privée ou étatique et aussi comme totalement partagé. Décadence du capitalisme et nouvelle guerre mondiale sont les perspectives avancées si ne se déclenche pas un mouvement révolutionnaire, d'où le slogan qui devient revue : « Socialisme ou Barbarie ». Malgré le caractère indiscutablement critique de cette revue, la guerre est toujours conçue, dans la tradition marxiste, comme un accélérateur du processus historique, comme une étape dans l'évolution générale du système capitaliste mondial à son stade monopoliste¹³, même si comme nous l'avons déjà vu, pour eux, le moteur de l'Histoire semble être beaucoup plus le développement techno-scientifique et militaire qu'économique.